

## Vrai ou faux. Combien la France a-t-elle déjà dépensé dans le plan de relance ?



Jacques SAYAGH.

Publié le 12/10/2021 à 07h29

Abonnez-vous

ÉCOUTER

LIRE PLUS TARD

NEWSLETTER ÉCONOMIE

PARTAGEZ

mardi [plusieurs dizaines de milliards d'euros](#) d'investissements. Mais où en est-on du [plan de relance](#), qui devait atteindre 100 milliards ? On essaie de démêler le vrai du faux.

TELECHARGEZ  
GRATUITEMENT  
VOTRE BADGE  
VISITEUR  
EN CLIQUANT ICI

### Le plan de relance totalise 100 milliards

G GFaux

Resituons d'abord ce plan de relance. Il nous ramène un an en arrière, en pleine crise du Covid. À l'époque, l'activité

économique est à l'arrêt. Pire, 2020 se termine sur une chute de la richesse produite de 8 %. Du jamais vu en période de paix. « **Nous voulons retrouver fin 2021 notre niveau de richesse d'avant la crise** », déclare alors le Premier ministre. Pour relancer l'activité, Jean Castex annonce, en septembre 2020, l'injection de 100 milliards d'euros « **dans l'écologie, la compétitivité, la cohésion** ». Un an après, les dépenses totalisent plutôt 50 milliards, selon le Haut conseil des finances publiques. 1,8 milliard en 2020. 28 milliards en 2021. Et 20 milliards prévus l'an prochain. Il y a fort à parier qu'on en reste là. La croissance est attendue à 6 % cette année, un taux inédit depuis les Trente Glorieuses. L'objectif est donc atteint. L'économie est repartie. L'heure n'est donc plus à la relance. D'où le programme « France 2030 » annoncé ce mardi, qui se projette à plus long terme. Et qui pourrait bien se confondre à l'avenir avec le plan de relance, tant les thématiques sont proches.

## Le plan de relance inclut des baisses d'impôts

Vrai

Outre les 50 milliards de dépenses, le plan inclut dix milliards de baisse des impôts de production en 2021 et autant en 2022. « **Le fait d'avoir intégré ces mesures est discutable,** » analyse François Ecalte, spécialiste des finances publiques.

« **Normalement, un tel plan est constitué de mesures ponctuelles destinées à donner un coup de fouet à l'économie. Mais ces baisses d'impôts sont, elles, pérennes.** » Ce n'est pas le seul point qui trouble la lisibilité du plan. Il inclut par exemple la continuation d'un programme lancé... sous la présidence Sarkozy, « les investissements d'avenir » (4 milliards). « **Le plan comprend également des mesures qui préexistaient avant lui et qui se poursuivront après, comme les aides à la rénovation énergétique des logements** », poursuit l'animateur du site Fipeco. Bref, pour parvenir au chiffre rond de 100 milliards, pratique pour la communication, le gouvernement a additionné des choux et des carottes. Il faudra éplucher « France 2030 » à l'aune de ces petits tours de prestidigitation.

## Le plan de relance sera financé par l'Union européenne

Vrai